

Blocage immédiat des tarifs de l'énergie !

Les tarifs de l'énergie atteignent des niveaux astronomiques.

Pour le prix de gros du gaz : 320 euros le mégawattheure (MWh), soit une multiplication du prix par 20 en dix ans.

Pour le prix de gros de l'électricité livrable en 2023 : plus de 1 000 euros le MWh, contre 85 euros l'année passée et 50 euros en moyenne les années précédentes.

Des augmentations insoutenables pour les travailleurs et leurs familles qui se demandent comment ils vont bien pouvoir payer les prochaines factures.

Quelle est la réponse du gouvernement Borne-Macron ?

Selon une source gouvernementale (citée par *Le Parisien*, 29 août), « la piste la plus vraisemblable pour le moment, c'est une hausse des prix du gaz et de l'électricité comprise entre 10 et 20 %, avec un renforcement du chèque énergie. »

Le bouclier tarifaire* serait donc supprimé en décembre prochain, entraînant une envolée des prix de l'énergie. Seraient mis en place de prétendus « dispositifs spécifiques pour accompagner les plus fragiles ».

6,2 millions de foyers sont d'ores et déjà touchés par la précarité énergétique (c'est-à-dire des foyers qui rencontrent des difficultés, voire sont dans l'incapacité, à pouvoir chauffer correctement leur logement) en 2022. **Combien de millions de foyers contraints, l'hiver prochain, de ne pas se chauffer ?**

Au Royaume-Uni, les factures d'énergie doivent augmenter de 80 % en octobre prochain par rapport à avril dernier. De nombreux usagers menacent de ne plus payer leurs factures. « *De ce côté-ci de la Manche* », indique *Le Parisien*, « l'exécutif redoute comme la peste un embrasement similaire »...

Dans une situation qui se dégrade toujours plus pour les travailleurs et leurs familles, le POID se prononce pour des mesures urgentes de défense de la population :

- l'annulation des augmentations des tarifs du gaz et de l'électricité et le blocage immédiat des tarifs de l'énergie ;
- le blocage des prix des produits de première nécessité, des loyers et des charges ;
- l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux.

Le financement de ces mesures exige de confisquer les moyens là où ils existent : 160 milliards de profits réalisés par les entreprises du CAC 40, 629 milliards offerts depuis 2020 par Macron aux capitalistes, près de 50 milliards mobilisés pour le budget de la guerre.

***Tous au meeting international contre la guerre,
le 22 octobre, à 14H30, Espace Charenton à Paris !***

* Décision prise par le gouvernement Macron-Castex de « geler » les augmentations du tarif réglementé du gaz naturel... après l'augmentation de 12,6 % le 1^{er} octobre 2021 et de plafonner à 4 % l'augmentation du tarif réglementé de l'électricité en 2022.

Lisez toutes ces informations dans *La Tribune des travailleurs*. Abonnez-vous.
Prenez contact avec le POID.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

A retourner à : poidemocratique@gmail.com ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.